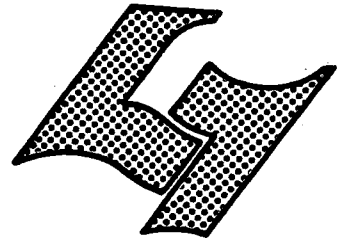


UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON-I
43, Boulevard du 11 Novembre 1918
69621 VILLEURBANNE



Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées

Informaticque documentaire

- * MEMOIRE DE STAGE
- * NOTE DE SYNTHÈSE



*Dynamique et autoreproduction du mouvement
migratoire de main d'oeuvre*

AUTEUR : G A S M I M O H A M E D

DATE : 1980 - 1981

*Tous mes remerciements vont à Mr. BATTEGAY
d'avoir bien voulu prendre de son temps pour
diriger ce travail et m'assister de ses
précieux conseils.*

I N T R O D U C T I O N

Méthodologie et approche

Le phénomène migratoire de main d'oeuvre n'est plus un mystère. Les 15 dernières années ont vu fleurir toute une série d'études à ce sujet, dont certaines ont bien démontrés les nouvelles dimensions qu'il a pris depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, comme facteur déterminant sur le marché international de l'emploi et de son caractère témoin des rapports pays sous-développés / pays développés. Plus intense et mieux adapté aux besoins structurels de la croissance économique de ces derniers, il s'intensifie rapidement, marquant profondément les structures économiques et sociales des pays fournisseurs.

peut-on examiner ce phénomène sous un autre angle? certes, dans une approche qui du moins s'insère dans la même ligne d'analyse, il semble important de prendre en compte ce phénomène par rapport à deux éléments essentiels: la force de travail immigrée par rapport à la structure foncière et de là par rapport au pouvoir politique de la région d'origine.

Cette approche s'avère plus problématique qu'affirmative, étant qu'il n'est pas assuré d'aboutir à un résultat forcément positif, mais plutôt à poser les jalons d'une réflexion sur le fait que: par rapport aux conditions économiques objectives qui sont à l'origine de la croissance du mouvement migratoire de main d'oeuvre, ce dernier une fois atteint un niveau d'allure dans une région d'origine de conditions socio-économiques spécifiques, crée et perpétue les conditions de sa propre reproduction par le jeu même de ces deux éléments (la structure foncière et la condition socio-politique). La recherche des germes de cette autodynamique réside dans l'étude des conséquences de l'émigration sur les régions de départs, qui

demeurent a mon sens loin d'être élucidées et entretenues par la voie d'ignorance que recouvre encore la réalité du monde dont est issue le travailleur migrant.

Afin d'éviter tout sentiment d'incertitude, relatif a tout essai de construction globalisante, il serait plus aisé de partir de cas concrêt, a partir d'une region de départ assez représentative du phénomène global qu'on peu relier à l'ensemble de la main d'oeuvre maghrébine et ou à chaque fois il faudrait essayer d'établir la relation de similarité pour mieux dégager ce phénomène.

Toute les études à ce sujet ont démontrés que certaines régions généralement rurales, des pays fournisseurs apparaissent comme des réserves permanentes et fournissent la majeure partie des candidats aux départs. Elles s'accordent également a voir comme facteurs déterminants aux départs, d'un coté la structure socio-économique des pays industriels, qui a ce stade de croissance économique nécessite le recours à cette main d'oeuvre, et d'autre part le déséquilibre de la situation socio-économique des pays fournisseurs.

Pour cette raison, il serait nécessaire d'aborder le phénomène des départs en tant qu'élément essentiel d'organisation sociale, vu les mutations profondes qu'il opère sur ces régions de départs et que les théories économiques néo-classiques ont coutume à idéaliser a travers des tendances comparatives.

En effet, il serait peu sérieux de poser le phénomène en simple terme de rentabilité immédiate, réduisant ainsi les conséquences profondes en quantités d'avantages tirés par les différentes parties concernées par le phénomène migratoire, à savoir l'ouvrier lui-même, le pays d'origine et le pays d'accueil, par rapport aux coûts supportés par chacune d'elle. Ainsi d'après ce point de vu, l'ouvrier émigré retrouve un espoir et une situation rassurante, les pays

d'accueil répondent par son intermédiaire à leurs besoins structurels de croissance, tandis que les pays fournisseurs tirent un avantage substantiel par l'allègement du chômage et l'acquisition de devises. Et voilà que l'émigration apparaît comme une providence profitable à tous et débouchant sur un monde où règneraient la coopération fructueuse, la complémentarité et l'harmonie universelle. C'est vers ce monde irréel que nous mène cette théorie ignorant la réalité profonde du monde dont est issu la force de travail émigrée, et les conséquences de l'émigration sur les régions de départ.

Par ailleurs comme le souligne bien SIMON GILDES (*), ce phénomène est relativement récent. C'est ainsi que tout au long des périodes coloniales, la mobilité géographique de la population maghrébine ne cesse de croître, mais les migrations temporaires ou définitives restent étroitement limitées au territoire national. L'attraction du marché français de l'emploi pourtant sensible sur la main d'oeuvre ne semble pas s'exercer pleinement ici, malgré l'instauration de l'économie coloniale, la diffusion de la langue et de la culture française, les contacts de plus en plus fréquents avec les européens. L'espace migratoire paraît presque totalement fermé, comme isolé de l'étranger. Néanmoins ces migrations internes étaient vécues dans l'ensemble comme un détachement relatif de la région d'origine, contrairement aux départs à l'étranger qui, une fois déclenchés avaient plutôt tendance à resserrer les liens de l'émigré avec sa région de départ, d'où l'existence d'une volonté commune de retour.

(*) voir bibliographie

LA DYNAMIQUE D'AUTOREPRODUCTION

La majeure partie de la main d'oeuvre émigrée est d'origine rurale, appartenant à des "sociétés" où prédomine généralement la structure précapitaliste, fondée sur la petite exploitation de la terre et caractérisée par de fortes disparités entre les possibilités de gain et d'emploi, tant au sein des diverses régions qu'entre-elles. A la base de cette société traditionnelle persiste la famille en tant que groupe homogène dans le sens élargi, faisant de chaque membre un lien étroit avec le reste du groupe.

Les membres appelés à émigrer conservent ces liens avec ceux de leurs familiers (lesquels en dehors de la famille élargie peuvent se limiter à l'épouse et aux enfants) qui restent au village. L'une des conséquences de ces liens est qu'une fraction, parfois substantielle, des revenus des migrants retourne à leur lieu d'origine. La masse monétaire qui est ainsi injectée dans les campagnes, où persiste parfois le troc comme mode d'échange, ne peut pas ne pas provoquer des mutations souvent profondes sur la forme de la propriété foncière et de là sur l'organisation sociale.

L'émigration joue un rôle important dans la consommation familiale non seulement par l'ampleur des revenus qu'elle apporte, mais aussi par la diffusion accélérée de modèles de consommation issus du pays d'emploi. Elle entraîne des transferts intersectoriels et interrégionaux qui peuvent aussi modifier la structure de la répartition des revenus dans la région d'origine.

L'importance quantitative des sommes d'argent envoyées par les émigrés dans leur pays d'origine a un impact certain sur l'équilibre

des balances des paiements. Pour ne fournir qu'un élément de grandeur à cet élément, l'O.C.D.E. estime pour l'année 1975 que l'ensemble des émigrés Tunisiens ont envoyés l'équivalent de 12 % des recettes extérieures de la Tunisie, les Algériens 20 % des recettes extérieures totales de l'Algérie et les Marocains environ 25 % des recettes extérieures de leur pays. A la différence du tourisme, ces entrées de devises n'ont suscités aucun investissement immédiat préalable, donc ne peuvent être considérées dans ce sens comme l'équivalent d'une production interne ni comme création d'emploi.

Ainsi l'injection de ces masses monétaires va provoquer une dynamique du processus de transformation qui s'achemine selon deux étapes distinctes et contradictoires: en une première phase l'émigré apparaît comme "l'ambassadeur" chargé d'assurer la conservation sociale et économique du groupe par l'envoi renouvelé de l'argent, qui a pour effet de préserver la survie et le maintien des structures pré-capitalistes de l'organisation foncière, d'autant plus que l'inégalité du développement régional est souvent mal appréhendée par les populations locales des régions les plus déshéritées que la concurrence lègue à un second plan. Toutes les actions de développement vont vers la ville ou vers d'autres régions qui accentuent leur influence et leur domination sur ces régions pauvres, qui en une deuxième étape voit naître un nouvel esprit de calcul engendré par la circulation de la monnaie, à un moment où les structures sociales du groupe ne sont pas prêtes à accepter ce nouveau mode d'échange et qui finit par ronger et miner les fondements de la société communautaire de jour en jour, malgré l'apparent confort que cette circulation de monnaie introduit, détruisant ainsi les fondements de solidarité et accélérant la rupture et la division.

Les relations entre les groupes qui persistaient jusqu'alors sur

des valeurs normales vont se trouver doubler par l'effort d'un nouvel esprit de transaction économique procuré par la monnaie. Un regain d'intérêt pour l'investissement dans le domaine agricole, de nouveaux projets sont à pourvoir: achats de bêtes, de palmiers, location et gestion de parcelles irriguées etc...

Toute cette nouvelle situation débouche sur une nouvelle organisation des activités, où une nouvelle tendance à la consommation remplace l'ancienne économie d'autosubsistance, mais sans que les structures de production aient connu une véritable modification, et débouche sur une situation de concurrence entre les différents groupes et sur l'accentuation de la circulation de la monnaie comme nouvelle forme d'échange économique de base et finit par déséquilibrer les relations sociales entre les individus et les groupes dont les valeurs fondamentales ne peuvent résister à ce nouveau mode de relation.

On perçoit assez nettement dans certaines régions une décomposition due au passage de l'autosubsistance ou d'une consommation de type rural à un type de consommation beaucoup plus urbanisé voir même occidentalisé, accentué par le manque d'emploi qu'offre généralement ces régions rurales et les nouveaux besoins créés par l'introduction de la monnaie et qui ne peuvent être entièrement satisfaits. On finit par inciter le jeune frère à partir dans l'espoir de devenir une deuxième source d'appoint, nécessaire à la survie et à la satisfaction de ces nouveaux besoins.

D'agent de conservation le travailleur émigré va donc se transformer en agent de décomposition. De remède à la paupérisation, l'émigration se transforme en stimulant puissant de la prolétarianisation, et du départ. Le mouvement migratoire porte en lui même les germes

de sa propre dynamique, et à laquelle l'ambiguïté des politiques des pays fournisseurs n'est pas encore en mesure d'y remédier.

On part quand on a l'idée qu'on vivrait mieux ailleurs. Si l'on n'a pas cette conscience, même si effectivement le pays où on se trouve procure un niveau de vie plus faible que d'autres, l'émigration ne se produit pas, mais une fois le mouvement déclenché, il a tendance à se continuer même si la cause première a disparu, par le fait que d'autres causes ont surgi depuis: déséquilibre entre régions, recul de la situation économique de la région par rapport aux autres, développement du sentiment de non-confort, solitude et isolement...

Le départ peut également devenir une tradition, surtout dans les régions les plus marquées par l'émigration, il est perçu comme une étape normale et indispensable dans la vie de l'individu et du groupe: le jeune au bled s'entend souvent dire: "celui qui n'a pas émigré n'est pas un homme". Donc à partir d'un certain point l'émigration engendre sa propre dynamique.

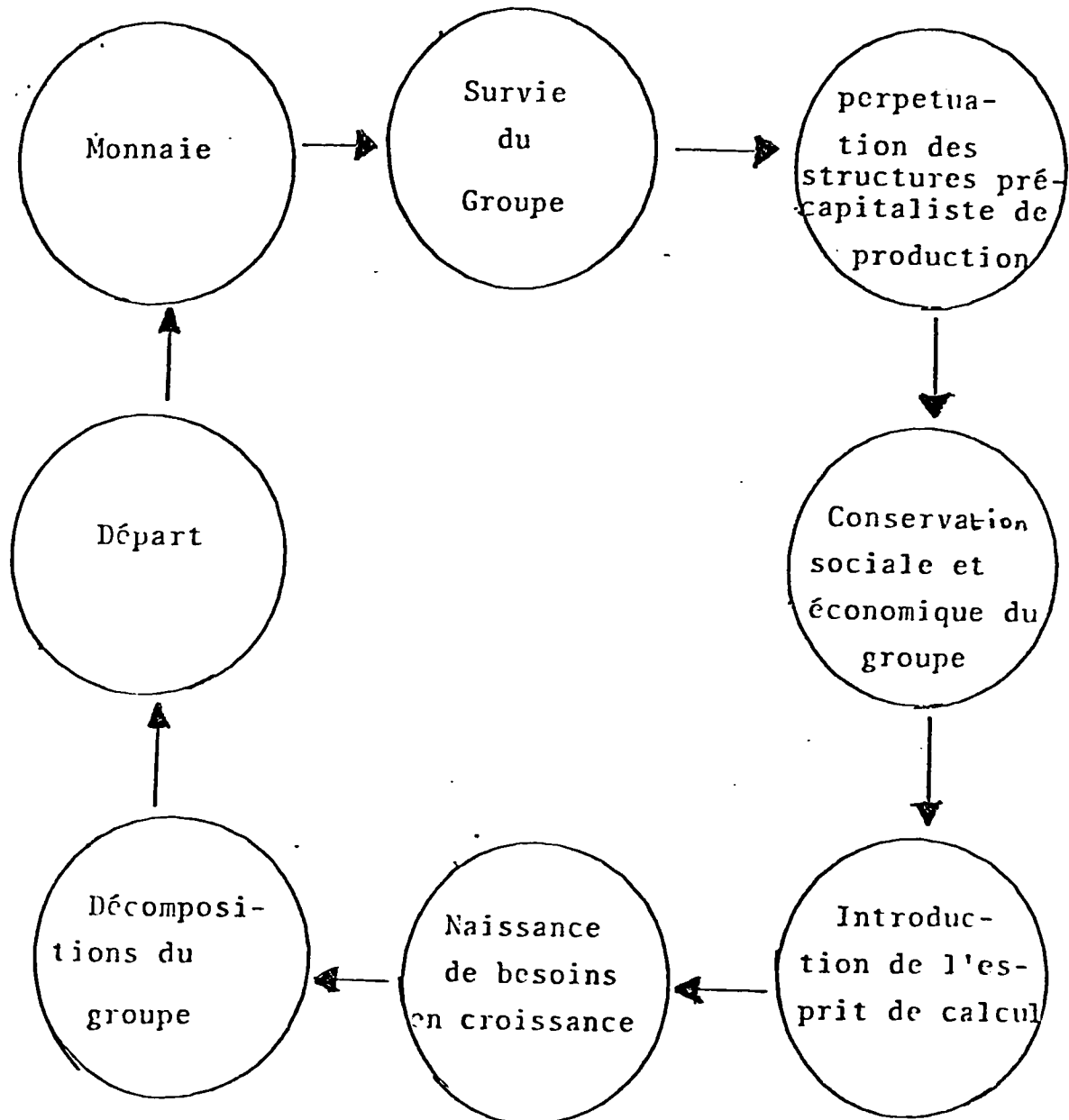
Cette réflexion nous conduit en passant à émettre des réserves quant à une théorie qui consiste à voir dans l'émigration un phénomène résultant de la répulsion naturelle du milieu rural. L'exemple Tunisien montre en effet, que la corrélation entre émigration et répulsion du milieu rural n'est pas évidente. Ce ne sont pas, et de loin, les régions les plus surpeuplées, dont les ressources sont les plus médiocres qui alimentent les départs les plus nombreux; bien au contraire, les régions enclavées, refermées sur elles-mêmes, aux structures sociales traditionnelles sont souvent les plus stables, quand parfois même, elles ne connaissent pas une certaine stabilité et une croissance. Or leur transformation

passé inéluctablement par l'introduction des formes de production capitalistes. Et c'est peut-être cette pénétration (historiquement variée: colonisation agraire , pôles de développement industriels, scolarisation...) qui exacerbe les tendances au départ.

Pour conclure cette première partie, une note particulière ira à l'étude de B. VERNIER (*) qui a partir d'une enquête effectuée dans une île grecque (Carpathos) il met en relation la crise d'une société paysanne traditionnelle et le dérèglement des mécanismes matrimoniaux par l'intermédiaire desquels elle se perpétuait. Où comment les émigrés en revenant dépenser leur argent au village se sont faits les fossoyeurs de la société traditionnelle, l'argent se substituant peu à peu à la terre comme fondement du prestige, et encourageant ainsi l'émigration.

(*) voir bibliographie

L'AUTO-DYNAMIQUE DU MOUVEMENT MIGRATOIRE



A P E R C U S U R L E S R E G I O N S

D ' O R I G N E

Si nous essayons de faire la lumière sur les régions de départ c'est dans un double but: d'abord espérer que cela contribuerait à une meilleure compréhension de celles-ci, longtemps ignorées par une large opinion occidentale. Lui démontrer que cette situation n'est qu'un prolongement direct et logique de leur propre réalité et sans laquelle il n'y aurait pas eu un modèle de développement qui est le leur, avec l'une de ses conséquences: l'immigration de main-d'œuvre. Et ensuite se servir d'exemples concrets pour éclairer l'hypothèse de départ, en partant d'une région assez représentative du phénomène, d'où la possibilité de se situer à chaque fois qu'il le faudrait à un niveau plus large.

L'ignorance de ces régions vient en grande partie de la répugnance de leur responsables officiels, qui contrôlent les statistiques - de leur pays et indirectement celles des instances internationales - à faire apparaître au grand jour souvent le degré d'injustice sociale existant chez eux; et également à l'état encore insatisfaisant des études pilotes dans ce domaine.

Toutefois, il me semble qu'en partant de l'étude d'une région Tunisienne précise et malgré les variations qui peuvent exister

entre pays, il est possible de dégager certaines constatations et similitudes générales qui les caractérisent (*):

- Au niveau des campagnes

Malgré la complexité des structures agraires, le concept de "propriétaire foncier" recouvre à la fois, les "seigneurs" qui detiennent de véritables baronnies, et les propriétaires de quelques hectares, travaillés par des salariés ou un métayer. Les petits propriétaires fonciers, sont souvent les exploitants les plus féroces, ils doivent extraire de leur propriété minuscule une rente suffisante pour vivre un peu mieux tout de même que leurs employés.

Entre ces deux classes s'inscrivent les paysans qui cultivent eux-mêmes leur terre, sans recours à une main-d'oeuvre salariée. Les métayers, en même temps propriétaires d'un lopin; les gros métayers, véritables entrepreneurs capitalistes; les ouvriers agricoles qui louent leur lopin de terre à des paysans plus riches; les ouvriers non-agricoles qui possèdent une petite ferme familiale; les commerçants

(*) il s'agit de présenter un sommaire rapide et d'évoquer une idée globale sur la situation sociale.

et usuriers détenant aussi des terres; les fonctionnaires de l'administration publique qui sont en même temps fermiers ou commerçants.

Les rapports entre tous ces gens sont compliqués par la persistance de liens classiques, familiaux, voir même tribaux, quand ce ne sont pas des castes. La superposition de régimes juridiques et fiscaux traditionnels et européens, la coexistence de formes de "servage" diverses avec les rapports capitalistes naissants, la mauvaise distribution des habitants sur les terres cultivables, l'endettement sans cesse renouvelé et grossissant avec le temps, bloquent toute possibilité de progrès technique. C'est une véritable succession d'embarras en chaîne.

Certaines formes de coexistence tribale existent encore et font apparaître des inégalités sociales ressenties comme injuste par une partie de la population, si ce n'est dans certains cas la soumission et l'exploitation de régions entières, dans le cadre d'une société plus évoluée. Dans de nombreux cas, les commerçants, les propriétaires fonciers et les usuriers appartiennent à des minorités établies depuis des siècles mais tout de même étrangères, en soutient mutuel avec les élites au pouvoirs; à quoi s'ajoutent la repression

politico-administrative et la dispersion de l'habitat rural afin de mieux répartir la misère.

L'insolente stabilité de certaines castes qui persistent encore non seulement par un excès soutient religieux, mais aussi par la division du travail qu'elles organisent: de même la haine de l'usurier est mitigée par la conscience qu'il constitue la seule assurance contre la détresse. Dans ces conditions les aspirations des masses paysannes ont du mal à s'exprimer...

- Au niveau urbain

On peut dire à ce niveau que les villes constituent la plupart du temps un conglomérat de trois villes:

La nouvelle ville surgie sous l'impulsion de la colonisation européenne; la ville traditionnelle, ancien centre administratif, religieux et commercial; les bidonvilles où s'entassent les transfuges de zones rurales, expulsés par la misère plutôt qu'attirés par la perspective d'un emploi sûr.

Le rythme de l'expansion urbaine dépasse parfois le double de celui observé en Europe en pleine croissance. Une caractéristique frappante des populations urbaines, c'est l'abondance du sous-prolétariat d'origine récente, chômeur ou

sous-employé la plupart du temps, en dehors des professions domestiques, du travail occasionnel de manoeuvres sur certains chantiers et du commerce traditionnel de détail. Les secteurs du petit commerce et des services personnels, tous deux hypertrophiés, sont symptomatiques d'une situation qui n'a rien à voir avec l'essor du tertiaire moderne, dans les sociétés industrielles.

Les bidonvilles fonctionnent en quelques sorte, comme des anti-chambres à la ville proprement dite et sont en même temps liés étroitement aux villages surpeuplés. Les espoirs soulevés à l'occasion de l'indépendance ont énormément contribué à gonfler les bidonvilles. Chaque progrès industriel a le même effet, le nombre de gens accourant vers les villes étant très supérieur aux emplois créés dans le secteur dit "moderne".

Par rapport à ces sous-prolétaires, dont le niveau de vie n'est guère supérieur à celui des couches rurales les plus déshérités, les ouvriers industriels employés par le secteur "moderne" sont privilégiés: le décalage est considérable entre les manoeuvres et les ouvriers qualifiés, ce qui ne les empêche pas de vivre les conditions d'un prolétariat

classique face à une bourgeoisie industrielle. Au dessus de cette classe se trouve la cohorte des fonctionnaires publics et des employés de bureau. La surabondance des administrations est de règle dont apparemment la première fonction est de créer une clientèle politique fidèle aux distributeurs d'emplois publics.

Souvent les militaires, s'ils n'ont pas le pouvoir direct constituent un noyau à part, politiquement très influent parce que mieux organisé que l'administration civile, pouvant recourir à la force et familiarisé avec la technologie moderne, étant bien encadrés par des experts "amis". Si dans de nombreux pays les cadres supérieurs de l'armée sont recrutés traditionnellement dans les élites aristocratiques, les officiers de carrière qui accèdent aux échelons supérieurs, ont des origines plus modestes et par la nature même de leur profession, ils sont portés au nationalisme avec toute ses nuances, depuis les plus chauvines et réactionnaires jusqu'aux plus progressistes.

Les candidats potentiels aux emplois publics sont les détenteurs de diplômes, qui la plupart du temps n'ont pu trouver dans les entreprises privées d'emplois à la hauteur de leur ambition. Souvent ces chômeurs en "col blanc" représen-

tent une fraction non négligeable des populations urbaines.

Au sommet de la pyramide on retrouve les hauts fonctionnaires publics, nombreux, influents, enrichis le plus souvent de façon illégale, partageant leur temps entre les affaires publiques et les affaires privées. A leur côté se cotoient les professions libérales, la bourgeoisie industrielle et commerciale, les gros propriétaires fonciers vivent dans les villes. Toute cette classe sociale est fortement soudée par les alliances familiales, qui renforcent une solidarité aux apparences solides mais qui n'en demeure pas moins fragile, se maintenant tant bien que mal par une impressionnante armada de mass-média et de propagande ayant volontier recours à la phraséologie socialiste, pour mieux capter l'imagination populaire.

Ce tableau dressé rapidement montre la complexité et la précarité des systèmes érigés, marquant profondément ces régions. On assiste alors à une légitime réaction de leur populations qui ont tendance à raviver des mécanismes traditionnels de refuge: système de parenté, religion, régionalisme...

Cette constatation étant faite, nous permet plus aisément d'évaluer le rôle du chômage et du sous-emploi qui demeurent les principaux éléments favorisant le départ. A ce niveau, ce dernier

apparaît donc comme une contrainte objective, en ce sens qu'il fournit une solution rapide et provisoire pour alléger le marché de l'emploi et atténuer les tensions sociales, par la réduction de la masse des chômeurs auxquels l'économie est incapable de fournir dans l'immediat d'autres solutions.

Dans les pays fournisseurs de main-d'oeuvre, cette orientation apparaît comme inévitable à court et moyen terme; elle inspire leurs grandes options en matière d'emploi et demeure une motivation de poids à leur politique. Paradoxalement on cherche à rattacher les causes de ce phénomène au problème de surpeuplement et de la croissance démographique; étant présentée et soutenue comme caractéristique du sous-développement, cette dernière demeure le souci majeur de nos démographes et économistes, source de tous nos maux. Or depuis longtemps on a démontré la fragilité de cette théorie.

En effet, la notion de surpeuplement demeure vide de sens si elle est considérée d'une manière absolue. Il n'est pas démontré que le niveau de vie d'une population est d'autant plus haut que la population est plus faible, bien au contraire on a démontré qu'une expansion démographique, qui suscite une demande croissante, fournit du travail -ne serait-ce que par les constructions nouvelles que nécessite une population en croissance- et donc

entraînerait une diminution du chômage. Un pays ne peut paraître surpeuplé que s'il se jugeait comme tel, c'est à dire quand son niveau de vie lui paraissait insupportablement bas, autrement dit en déséquilibre entre le nombre d'emploi offerts et le nombre de demandes.

Plus précisément la définition du sous-emploi rural pose un grand problème, cependant la variation de ce phénomène peut être obtenu en fonction d'un indice :

$$\frac{(\text{population active nécessaire} - \text{population active rurale})}{\text{population rurale totale}}$$

Cet indice mesure indirectement le chômage rural puisque le numérateur évalue la main d'oeuvre disponible mais cependant ne tient pas compte de la population agricole vivant en milieu urbain.

Si nous prenons le cas de la Tunisie cet indice tourne autour de 20 %, ce qui signifie qu'il y a en moyenne une personne sur cinq en chômage sur la base de 250 jours de travail par an. Les marges de variation des valeurs de cet indice suivant les régions

marquent d'une part l'inégalité de développement entre ces dernières et leur extrême dépendance vis à vis des conditions climatiques, et d'autre part assurent l'équilibre relatif entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre; les mouvements migratoires saisonniers -largement méconnus- jouaient un rôle régulateur important.

Que dit-on alors de l'Australie de 1935, où régnait le chômage avec une densité de 0,9 habitant au km² ? La notion de surpeuplement apparaîtrait plutôt lorsque les offres d'emplois ne se font pas au rythme qui permettrait de maintenir le niveau de vie d'une population en croissance. La population d'une région est un équilibre entre les ressources, y compris celles que des besoins nouveaux ont pu développer, et le niveau de vie ressenti comme nécessaire par les habitants. Quand cet équilibre entre besoins et ressources est perdu, l'émigration devient stabilisateur principal, par la décongestion qu'elle introduit.

Donc s'agit-il de demander au tiers-monde de stabiliser sa population ou d'exiger des pays industrialisés qu'ils mettent un frein à leur consommation ? la question reste posée. toujours est-il que la propension innée chez les populations du tiers-monde à procréer sans retenue n'explique plus la tendance croissante à développer l'émigration; la cause serait plutôt l'inc-

pacité du capital industriel à se reproduire et à s'étendre par ses propres moyens.

Par ailleurs l'émigration n'est pas seulement un transfert quantitatif, elle se présente également et surtout comme un prélèvement qualitatif dans les forces productives. Ce caractère sélectif dont les paramètres, âge, sexe et niveau de formation est confirmé par toute les statistiques et enquêtes. Si nous prenons l'exemple des trois pays du Maghreb, nous remarquons que ce phénomène affecte généralement les mêmes régions. Ainsi pour le Maroc les principaux foyers de prélèvement sont le sud-ouest, la région de Marrakech et d'Agadir, le nord-ouest: région Taza et Oujda et le littoral atlantique. Pour l'Algérie environ 70 % des émigrants viennent de 3 régions: Constantine, Sétif et Tiziouzou. Quand à la Tunisie, environ 60 % des émigrants sont du littoral méditerranéen et du centre-sud.

Ce caractère sélectif d'une population adulte, masculine et immédiatement productive affecte continuellement ces mêmes foyers créant ainsi un déséquilibre entre les différentes régions et les divers secteurs de production. Il bouleverse par son caractère durable les structures de la population active et du marché de l'emploi, en freinant leurs potentialités productives. Déjà on signale des pénuries alarmantes de main-d'œuvre dans certains

secteurs clés comme l'agriculture et à certaines périodes de l'année. L'ouvrier agricole demeure introuvable pendant les moments des récoltes et des labours, certaines activités somnolent par manque de main-d'oeuvre et certaines offres d'emplois industriels ne suscitent que très peu de candidats à l'embauche. Cette situation atteint parfois un seuil de gravité alarmant dont l'ampleur est comparable à celui rencontré dans certaines régions d'Italie du sud et du Portugal. Forçément donc, la politique d'emploi se retrouve face à de nouveaux problèmes cruciaux engendrés par l'émigration et auxquels elle devrait faire face à court terme. Cette émigration par laquelle on a voulu freiner l'ampleur du sous-développement économique se transforme en cause de blocage de l'appareil productif. En freinant les possibilités de sa propre résorption, elle crée les conditions de sa propre dynamique.

L'EXEMPLE DES PAYS DU MAGHREB

D'après l'expérience suivie en matière de politique d'émigration dans les pays du Maghreb, on peut déceler une topographie générale de leur caractère commun (*), qui éclaire notre hypothèse et montre à quel point le mouvement migratoire de main-d'oeuvre est loin d'être bénéfique pour les pays fournisseurs particulièrement au niveau des perspectives de développement économique. Même s'il résoud provisoirement certains problèmes immédiats de chômage et de sous-emploi, il intervient directement dans le processus économique général avec la tendance à reproduire, en les renforçant, les conditions de sa propre reproduction.

Le cas de la Tunisie

L'expérience menée par la modernisation de l'agriculture durant la dernière décennie a eu pour conséquence l'éclatement et la polarisation de la communauté rurale: les résultats actuels traduisent une forte concentration de la propriété privée de la terre qui s'est considérablement renforcée, entraînant une répartition inégale des revenus, enrichissant une minorité,

(*) en tenant compte des options différentes de la politique économique Algérienne.

renforçant la paupérisation des masses paysannes et libérant ainsi une large partie de la main-d'oeuvre qui ira renforcer les réserves de l'émigration.

Ce déséquilibre est encore plus accentué sur le plan régional. Il est vécu comme une frustration par les populations des régions les plus déshéritées. BOUKRAA R. (*) dans sa thèse de doctorat, met bien l'accent sur ce point et note le repos de l'idéologie de développement en Tunisie sur un concept clé de "pôle de développement" emprunté à la théorie Ferraussienne (**).

En effet, ce concept était à la base de l'action du développement régional menée jusqu'ici. Malgré plusieurs transformations, celui-ci s'est soldé par une inégalité de ce développement entre les différentes régions et un échec dû en grande partie au fait que cette notion de pôle ignorait la réalité socio-culturelle du pays, se traduisant ainsi en conflit entre deux types d'acteurs sociaux: l'élite hostile à ce mode

(*) thèse de doctorat 3^e. cycle, intitulée: "étude sociologique d'un pôle de développement en économie sous-développées". Paris, 1972, la Sorbonne.

(**) "les pôles de développement, autour de la théorie de François Perroux", IN développement et civilisation, Paris, janvier-mars 1961, n.5

de développement, ou bien parce qu'il heurtait l'orthodoxie financière et économique, ou bien parce qu'elle ne se sent pas concernée par le projet d'intégration et que de ce fait elle ne se sent pas motivée pour payer le prix qu'il nécessite; et les communautés traditionnelles qui refusent le projet de modernisation radicale qu'implique le pôle de développement.

Plus précisément cette action s'articule sur quatre bases:

— l'injection dans certaines régions, sélectionnées sur des bases de rentabilité économique, d'une unité motrice appelée pôle de développement et qui est en général un centre industriel, qui a pour objectif la valorisation des richesses locales et la création d'emploi dans la région.

— Ce pôle de développement s'intègre dans une action globale appelée "réforme de structure" qui vise à réformer le monde agricole environnant (modernisation, institution d'unités coopératives...). Cette action est assumée par des organisations administratives régionales relevant de l'administration centrale.

— Cette action s'accompagne d'une action socio-culturelle animée par des organisations du parti qui synchronisent les différentes actions (Union Nationale des Agriculteurs, Union Nationale des Femmes Tunisiennes, Union Tunisienne pour l'Industrie le Commerce et l'Artisanat...). Toute une inf-

rastructure organisationnelle ayant pour objectif l'intégration de l'homme dans la société "moderne", et jouant le rôle d'intermédiaires entre l'état central et ses institutions (santé, éducation, économie...) et la population.

— L'animateur principal de cette action régionaliste est le gouverneur, qui doté de tous les pouvoirs, n'est responsable de ses actes que devant le président de la république; il a à ses cotés au niveau de chaque délégation un délégué, et il préside le conseil du governorat, instance régionale suprême qui gère toutes les affaires de la région et où siège également les cadres administratifs, techniques et ceux du parti.

En fait cette organisation demeure sujette à l'équilibre des forces au sein du personnel politique dirigeant, se prêtant à des manipulations souvent spectaculaires qui montrent que le développement régional demeure périphérique et plaqué sur la réalité locale, et que de ce fait il n'a pas été pris en charge par les collectivités concernées, du fait qu'il n'a été animé que par des groupes de notables en état de rupture plus ou moins important vis à vis des populations.

La plupart de ces complexes industriels accusent un bilan souvent déficitaire du fait des difficultés résultants de la

localisation qui sont perçues comme des obstacles irrationnels et ne furent pas surmontés par des cadres et des ouvriers non motivés. En outre l'entreprise en tant que richesse n'a pas réalisé les aspirations du promoteur et des planificateurs en ce qui concerne les emplois créés, vu le niveau technique des usines implantées et que la région n'a pas toujours la main-d'oeuvre disponible au moment de la création du projet, ou que l'origine géographique du cadre recruté joue un grand rôle dans le choix des ouvriers.

D'autre part ces réformes de structures conçues dans des bureaux de l'administration centrale et projetées sur l'espace régional venaient perturber un équilibre socio-économique précaire, heurter des intérêts immédiats des collectivités locales et de là discréditer tout le projet de "modernisation". Certaines tentatives de régionaliser les plans se sont traduites, au lieu que se soit l'expression de la volonté des masses, par des manifestations formelles qui permettaient beaucoup plus de faire valoir, les capacités, le dynamisme et le verbe façinant des cadres régionaux qu'à la base de s'exprimer réellement, étant l'origine sociale de ces cadres qui se recrutent parmi les cadres enseignants, techniques et administratifs en grande majorité militants au sein du parti pour pouvoir accéder à ce niveau.

Pour défendre sa gestion auprès de l'administration centrale,

le gouverneur est motivé par des performances économiques. Cette situation aboutit souvent à une contradiction qui consiste à pervertir la finalité du développement régional. De fin il devient moyen de l'autorité régionale pour s'affirmer devant l'autorité centrale. Les collectivités locales sont ainsi mises en parenthèses et ce qui importe c'est d'aligner les chiffres des réalisations, qui deviennent alibi à la fois pour s'imposer aux cadres nationaux et pour réprimer les velleités de rébellion de la part des populations rurales.

Au niveau de la région, c'est la nation qui est exaltée en tant que mythe, de force de dissuasion manipulée par le personnel politique au pouvoir et non en tant qu'ensemble intégré de groupements sociaux qui se retrouvent représentés.

Toutes ces actions de développement institutionnalisées sont perçues comme des initiatives thérapeutiques qui visent à guérir le citoyen de son mal incurable: "le sous-développement". Le message libérateur conçu au niveau national doit lui être transmis sous forme de consignes, d'ordres, de recommandations, de directives et souvent de viol verbal... Il aura à écouter la parole qu'a secrété le cadre pour se protéger contre l'effet anxiogène de la situation et en même temps pour le culpabiliser, le convaincre qu'il est porteur du mal.

Il n'est pas étonnant dès lors que la relation cadre-citoyen soit une relation d'agressivité et de tension puisque chacun des deux acteurs fige l'autre dans des positions contradictoires ayant pour tronc commun le rapport de force et la relation de violence. En fait ces institutions mises en place sont doublement niées; elles sont niées par le cadre qui n'en est pas convaincu et par le citoyen qui les subit comme une agression. Chacun des deux acteurs crée alors son système de défense pour se prémunir contre les aléas d'un système aussi précaire qu'agressif.

Le cas de l'Algérie

Depuis 1973 l'Algérie semble s'orienter vers une politique soutenue de l'emploi, liée à la réforme agraire et à l'effort d'industrialisation, impliquant un freinage relatif des départs en même temps qu'une réinsertion progressive de la main-d'oeuvre émigrée. Les résultats de cette politique se traduisent par environ 10.000 retours par an, chiffre duquel il faudrait soustraire le retour définitif soit d'ouvriers invalides, accidentés du travail, soit de vieux travailleurs.

Si le principe de "la réinsertion du travailleur algérien

émigré à l'étranger dans l'économie nationale" a été affirmé plusieurs fois (*), il n'en demeure pas moins vrai que durant la période du plan quadriennal (1970-1973) les emplois créés n'ont pas atténué le mouvement migratoire du fait que l'industrialisation à ce stade suscite plus l'offre du travail que celui de l'emploi (**) et que la réforme agraire à ses débuts loin de fixer les travailleurs à la campagne, elle les transforme en candidats au salariat qui débouche sur l'émigration vers les villes comme première étape, puis vers l'étranger.

(*) Charte nationale (titre VI) de la conférence nationale sur l'émigration.-Alger, 1973

- Huitième assemblée générale des amicales des Algériens en Europe.- Nancy, 12 et 13 février 1977

(**) L'un des plus graves problèmes auquel l'industrie Algérienne est confrontée aujourd'hui semble être la faiblesse de la valeur ajoutée.

Le cas du Maroc

En matière d'émigration, la politique marocaine semble en dehors du souci de maintien de l'ordre et de l'équilibre social, la considérer comme source d'équilibre commercial, par les possibilités d'entrées de devises qu'elle procure. Simplement tout comme les deux autres voisins, l'agriculture marocaine est dominée par une intervention accrue de l'état: d'abord la redistribution des terres rachetées aux colons et ensuite depuis 1960, sous l'instigation de la BIRD, la politique des grands barrages.

En plus des treizes barrages construits du temps de la colonisation française et des dix autres édifiés depuis l'indépendance dix sept sont en construction ou en projet, essayant de transformer le visage d'une agriculture qui fait vivre 70 % de la population totale. En conséquence les dépenses publiques augmentent et le budget de l'état est en déficit, il a atteint en 1975 4 milliards de DH. Les créances sur l'état du système monétaire ont augmentées de 56,7 % en cinq ans. La croissance du PIB en monnaie courante va de pair avec les hausses de prix. L'économie marocaine demeure tributaire d'un secteur agricole très faible et les rares succès industriels sont totalement absorbés par les mauvaises saisons agricoles.

Dans ces conditions, le résultat immédiat donne une structure

sociale qui favorise les écarts entre les différentes couches de la population. Dans un pays où 70 % de la population vit de l'agriculture, les 4/5èmes du paysannat ne disposent que de 35 % des terres, alors qu'une infime minorité -près de 5 %- en possède 40 % du total.

Cette situation a débouché sur l'aggravation des inégalités sociales par la concentration et le développement de la propriété privée de la terre et des richesses d'un coté, et de la paupérisation de la masse paysanne de l'autre. En outre, ces grands barrages ont vu disparaître la petite paysannerie qui n'a pu faire face aux moyens financiers considérables que nécessite ce genre d'exploitation, et qui s'est traduite par une baisse dans l'offre d'emploi agricole.

D'autre part, la population qui vit de l'activité industrielle ne dépasse pas 7 % du total. Phénomène encore plus grave: le sous-prolétariat urbain qui représente en nombre trois fois plus que les travailleurs de l'industrie, de l'artisanat, des services de la fonction publique et des professions libérales réunis ; autrement dit, dans les cas optimistes, il y a un travailleur à revenus permanents sur quatre citoyens.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- BAUCIC (I.)-"Repercussions des migrations internationales sur l'économie yougoslave".
in: Séminaire sur la migration internationale dans ses relations avec les politiques d'ajustement industriel et agricole., Vienne, 13-15 mai 1974,
Paris, OCDE, 1974., 13 p.

Les causes et les effets économiques et sociaux de l'émigration en Yougoslavie.

- BENOMAR (A.)-"Les problèmes familiaux des travailleurs migrants du point de vue des pays de départs".
in: Problèmes familiaux des travailleurs migrants.
Paris. - Union internat. des organismes familiaux,
(journées d'études, Genève, 17-19 oct. 1974).

Après avoir rappelé les causes, caractéristiques et l'importance des migrations à partir du Maghreb, l'auteur évoque les difficultés du regroupement familial et préconise quelques mesures pour le faciliter

- DA VANZO (J.)-"Family Migration Decisions: An Econometric model".
in: Population Association of America;
Annual meeting.-Montreal, Canada, 29 avr. -
I mai 1976.

Application d'un modèle économétrique à des couples mariés afin d'isoler les motivations concernant la décision d'émigrer ou non.

DIJOUD (P.)-"la place des immigrants dans notre société".
in: La lettre de l'immigration.-No. 2, 15
oct. 1976.

Immigrés et Français doivent apprendre à se connaître..

HAAN (H.) -PLOEGER (J.) - WESSELS (F.) - VAN ZALINGE (G.). -
Le travailleur migrant et sa région. Rapport
d'enquête effectuée en Tunisie dans deux régions
à fort exode de main d'oeuvre.- Tunis., 1975.
(projet REMPLOD).

Etude parmi les familles de travailleurs migrants menée du 15 mai au 15 août 1975 dans les délégations de Kalaat-Senan et Ghardimaou par des chercheurs néerlandais et tunisiens sur les budgets des familles, les conséquences de l'émigration sur l'emploi des actifs non-émigrés, la sélection éventuelle des migrants par rapport à l'origine sociale.

HEINEMEIJER (W.F.)-VAN AMERSFOORT (J.M.M.)-ETTEMA (W.) - DE MAS (P.) - VAN DER WUSTEN (H.H.). - Partir pour rester.

Incidences de l'immigration ouvrière à la campagne marocaine.- Amsterdam., Institut socio-géographique de l'Université d'Amsterdam., publication No. 2, (sous les auspices des projets REMPLOD). 152 p.

Enquête auprès de 2500 ménages marocains effectuée dans des villages d'émigration généralement isolés,- or ce facteur "isolement" joue un rôle important quant au sous-développement de telle région ou tel village - qui démontre la nécessité de l'émigration marocaine dans un pays où n'existent pas réellement des possibilités d'investissement et où les moyens de subsistance sont insuffisants.

MALDONADO (R.M.)-"Why Puerto Ricans migrated to the United States in 1947-73".

in: Monthly Labour Review., No. 9, Sep. 1976, pp. 7-18.

Analysant les données statistiques relatives aux Porto-Ricains, l'auteur tente, à l'aide d'un modèle mathématique, d'isoler les diverses variables explicatives de la migration portoricaine et montre, que si la motivation économique reste importante, dans les causes de départs, d'autres facteurs, autres que le manque d'emploi, jouent un rôle non négligeable.

_NOIN (D.) - "Population rurale du Maroc: mouvements de migration".
in: Hommes et migrations-Documents., No. 865,
15.6.74, pp. 4-6.

Extraits d'une thèse sur La population rurale du Maroc., PUF, 1970, concernant la connaissance de la population rurale, les facteurs de la distribution géographique, les caractères démographiques et les migrations.

_POWER (J.) - "The effects of migrant labour on developing countries".
in: Colloque international sur les travailleurs étrangers en Europe occidentale.,
Paris, Juin 1974, 17 p.

Y-a-t-il des alternatives à l'immigration pour les pays développés, à l'émigration pour les autres?

_SAYAD (A.) - "Les trois ages de l'émigration algérienne".
in: Actes de recherche en sciences sociales.,
No. 15, Juin 1977, pp. 59-79.

Analyse structurale de l'émigration algérienne où l'auteur distingue trois âges successifs ou périodes: dans le 1er âge l'émigration est un acte individuel à signification collective où l'émigré est délégué par sa communauté d'origine, pour un temps limité, et reste un paysan; au cours du 2ème âge, l'émigration devient un acte purement individuel qui n'engage plus la communauté d'origine. Le 3ème âge voit la formation d'une communauté algérienne en France qui tend à devenir autonome tant par rapport à la société d'origine qu'à la société d'accueil.

TAPINOS (G.) - "Les migrations internationales et la conjoncture présente".
in: Problèmes économiques.-No. 1472,
12 mai 1976.
(reproduit d'après Travail et Société.,
No. 1, 1976.), pp. 3-7.

Rapport d'un groupe de travail réuni à Paris
les 5-6 avril 1974, sur:

- les leçons du passé et les politiques face à la crise.
- Une situation nouvelle.
- Un avenir incertain,
dans les divers pays d'Europe occidentale.

TAPINOS (G.) - MOULIER (Y.) - WENDEN (C.) - MOSER (O.)
- ZANETTIN (A.). - Immigration et balance des
paiements. Etude par sondage du
comportement de transfert de fonds
de la population immigrée. - Paris.,
Fondation nationale des sciences
politiques., service d'étude de
l'activité économique., Juin 1976,
124 p.

Le comportement des travailleurs immigrés en
matière de transfert de fonds est lié à
certaines variables, notamment au caractère
ancien ou récent de l'immigration: ce sont
les immigrations les plus récentes
(Yougoslavie, Turquie, Tunisie, Maroc) qui
transfèrent le plus.

TOUMI (M.) - "Bienfaits et méfaits de l'émigrations".
in: Revue française d'études politiques
méditerranéennes., No. 6, Juin 1975., pp.39-43.

Le problème des retours: l'émigration constitue-t-elle
un agent d'éveil ou bien un facteur d'intégration?

VERNIER (B.) - "Emigration et dérèglement du marché
matrimonial".
in: Actes de la recherche en sciences
sociales.,
No. 15, Juin 1977, pp. 31-58.

_"Approbation d'avenants à des conventions internationales de sécurité sociale".

in: Hommes et migrations-Documents-(XXVIII)., No. 921, 15 fév. 1977, pp. 15-16.

Convention franco-marocaine - Loi No. 76-1200 du 24.12.76

(J.O. 26.12.76) - et franco-tunisienne - Loi No. 76-1201 du 24.12.76 (J.O. 26.12.76) : avenants.

- Migrations et transferts de technologie. Etude de cas: Algérie, Maroc, Tunisie et France. Paris, OCDE, 1975., p. VI-183.

Structure et facteurs de l'émigration dans chacun des 3 pays du Maghreb, effets économiques et sociaux, limites...

T A B L E D E S M A T I E R E S

=====

AVANT-PROPOS	I
INTRODUCTION	2
Methodologie et approche	2
LA DYNAMIQUE D'AUTOREPRODUCTION	5
Apperçu sur les régions d'origine	II
- Au niveau des campagnes	I2
- Au niveau urbain	I4
L'exemple des pays du Maghreb	23
- L'exemple de la TUNISIE	23
- L'exemple de l'ALGERIE	29
- L'exemple du MAROC	3I
BIBLIOGRAPHIE	34

